

## INTERET GENERAL EUROPEEN VS INTERETS NATIONAUX

Chers collègues, chers amis,

Je suis heureux de me retrouver parmi vous dans ces lieux où j'ai vécu des heures heureuses de ma vie. Je vous remercie de me donner l'occasion de partager mes réflexions sur la recherche de l'intérêt général européen par-dessus les intérêts nationaux.

Ces réflexions sont le fruit d'un travail collectif de l'association Confrontations Europe ; il a donné lieu l'automne dernier à un livre que je vous recommande. Le point de départ est le choc que nous avons ressenti après les referenda négatifs de 2005. L'échec d'un acte symbolique constitutionnel visant à créer une Union politique ne pouvait pas nous laisser indifférents. Notre conviction est que les égoïsmes nationaux menacent la construction de l'Europe. Nous n'oublions pas que les rivalités des Etats-nations ont failli ruiner la civilisation européenne dans le passé. Nous sommes fiers des réalisations de l'Union construite dans les 50 dernières années mais aujourd'hui nous devons nous soucier des menaces de délitement car elle est inachevée et fragile. Des réalisations majeures récentes comme le marché unique, l'euro, l'élargissement, sont mises à l'épreuve par la violence de la crise. Notre sentiment est que nous avons devoir de mobiliser le meilleur de nous-mêmes, afin de fédérer nos efforts pour réagir et ressourcer l'Union européenne. C'est l'intérêt de tous ses membres et c'est nécessaire pour apporter une contribution digne et ambitieuse pour la construction d'un monde où il fera bon vivre ensemble. Aujourd'hui la montée des périls et du désarroi ne saurait nous échapper.

Mes propos se développeront sur trois points.

Le délitement de la relation des citoyens nationaux à l'Europe est criant. Loin de nous en accommoder, nous ressentons le devoir d'un travail de conscientisation européenne afin d'aider nos concitoyens à surmonter les tentations du repli national. Un exemple emblématique récent donne à réfléchir : les referenda nationaux sur un

projet qui relève de l'intérêt général européen ont démontré la confusion faite par une majorité de citoyens entre ce qu'ils jugent être l'intérêt national et l'intérêt européen qu'ils n'ont pas été formés à appréhender. Nos dirigeants politiques auront-ils le courage de leur faire prendre conscience que ces référendas ne relèvent pas d'une conception élaborée de la démocratie, et sont en fait absurdes en matière de rationalité - la probabilité d'un résultat positif unanime est quasi nulle - ; autant que d'une carence d'éthique du bien commun ?

Le travail culturel, la mobilisation des consciences qui ont été nécessaires après guerre pour bâtir notre Communauté commencent à être perdus de vue. On peut lire aujourd'hui sous la plume d'un grand philosophe allemand comme Peter Sloterdijk que la rencontre entre De Gaulle et Adenauer n'était rien d'autre qu'une « salutaire prise de distance mutuelle ». Corrélativement, il prêche « l'égoïsme politique normal » et occulte le devoir de responsabilité envers l'Union. Côté français, un grand dirigeant comme Hubert Védrine présente la création de la Communauté d'après-guerre comme le fruit de la volonté des Etats-Unis d'Amérique en occultant les efforts individuels et collectifs séculaires qu'il a fallu pour parvenir à bâtir une Communauté. La plupart des citoyens nationaux d'Europe pratiquent l'indifférence mutuelle et en guise d'ambition pour l'avenir n'envisagent que le statu quo. Je voudrais pourtant, pour terminer ce premier point, rappeler à quel point nos ancêtres ont pu ressentir le devoir de conscientisation des citoyens. Je cite Fénelon : « Si le citoyen doit beaucoup à sa patrie dont il est membre, chaque nation doit à plus forte raison bien davantage au repos et au salut de la République universelle dont elle est membre et dans laquelle sont renfermées toutes les patries des particuliers ». Et encore Montesquieu : « Si je savais une chose utile à ma nation qui fut ruineuse à une autre, je ne la proposerais pas à mon prince parce que je suis homme avant d'être français », et il redouble : « parce que je suis nécessairement homme et que je ne suis français que par hasard ».

Comment ne pas souligner l'urgence d'un projet éducatif et culturel européen, dans les traces de Karl Jaspers, qui dès 1946 appelait les Européens à ressourcer leur civilisation et leur présentait un véritable programme spirituel ?

Encore faut-il aussi tenter de construire un lien social entre les citoyens nationaux et de clarifier la relation de l'Europe au monde extérieur. C'est mon deuxième point.

Nous avons été tous frappés par le fait que nombre de citoyens des pays d'Europe occidentale ont cru voir dans le grand élargissement de 2004 à dix nouveaux pays membres, la source d'une stagnation collective. Tous les jours nous entendons dire, y compris dans la bouche de grands entrepreneurs et de dirigeants politiques, qu'on ne peut plus travailler dans l'Europe à 27. Beaucoup prétendent que cela rend la prise de décision impossible. Ce n'est pas la vérité, c'est un alibi qui dissimule le danger du repli national ainsi que l'absence d'un effort individuel et collectif digne de ce nom pour accueillir nos frères d'Europe centrale et orientale. Certes le grand élargissement modifie les conditions de la prise de décision : c'est ainsi que pour obtenir un accord sur le paquet Energie-Climat, il a fallu délibérément choisir la méthode du consensus. Elle nécessite d'obtenir l'accord de chaque pays individuellement, y compris en lui donnant satisfaction sur tel ou tel point. Ça a marché, mais l'on se demande si c'est reproductible. A mon avis oui, si l'on retient deux enseignements de l'exercice : une différenciation des objectifs nationaux peut être nécessaire et ça n'est pas une tare, au contraire ; mais il faut en même temps rehausser le niveau d'ambition communautaire et donc prendre impérativement la mesure de ce qu'est un bien commun d'intérêt général. La crise va mettre en évidence la nécessité de mise en œuvre concrète d'un principe de solidarité. Au tout début l'impact sur les pays de l'Est a semblé faible, aujourd'hui il devient dramatique. Plusieurs Etats et peuples sont menacés d'affaissement économique et social. Il faut agir d'urgence et je recommande à ce sujet la lecture d'un policy brief de l'institut Bruegel, très justement intitulé « Avoiding a new European divide ».

Ce n'est pas l'élargissement qui est cause de nos problèmes - au contraire c'est un choix d'intérêt collectif fondamental -, mais en fait la dégradation de la relation du citoyen national à la construction commune se traduit par une tendance obsessionnelle à établir des frontières, des barrières. C'est une quête d'identité régressive plutôt que d'ouverture aux autres et au monde.

Les referenda, et à nouveau tout récemment le référendum irlandais, ont traduit brutalement la fragilité de la relation entre citoyens et Union. La régression menace et pourtant des potentiels existent qui permettent de l'endiguer. A cet égard, il est frappant de constater qu'une large majorité d'Européens souhaite aujourd'hui le renforcement de la coordination des politiques nationales. Mais comment ne pas les décevoir sans mettre à l'ordre du jour des réalisations concrètes qui leur

permettraient de saisir concrètement l'apport immédiat et à long terme des politiques de l'Union ?

Face à la violence du choc social de la crise, les populations se tournent vers leur Etat pour protéger l'emploi et le revenu. Le pourront-ils, n'y a-t-il pas risque de mesures trop passives et d'aggravation des clivages entre les qualifiés et les non qualifiés ? Et n'est-il pas temps de donner visage à un lien social européen fort porteur de solidarité et d'efficacité, axé sur la promotion du capital humain ?

Peut-on penser que les Etats vont pouvoir séparément reconstruire leurs régimes de croissance ? La Communauté, forte de sa volonté de réhabiliter l'environnement et de maîtriser les impacts du changement climatique, pourrait tracer une nouvelle perspective de développement, entreprendre la réalisation de biens publics d'intérêt général européen, stimuler les coopérations pour des industries propres. Dans cette perspective, mutualiser des ressources et préparer la réforme du budget européen serait perçu comme un réengagement collectif.

La volonté de mettre des frontières et les tendances au protectionnisme à l'intérieur et à l'extérieur de l'Europe sont pour moi les deux faces d'un même malaise. Je ne parlerai pas ici de politique extérieure et de sécurité, me contentant à ce sujet de poser la question : en ce domaine l'élection de Barack Obama est-elle une bonne ou une mauvaise nouvelle ? Je n'ai pas d'hésitation : c'est une grande et bonne nouvelle pour le monde. Pour l'Europe, c'est moins clair, car un leadership américain retrouvé ne doit pas nous ramener à un rôle de suiveurs, à défaut de concevoir et mettre en œuvre des politiques communes. Dans notre livre nous ne traitons que l'économie, et plus précisément les tensions croissantes sur le marché intérieur. Les aides publiques nationales contre la crise sont nécessaires mais elles entraînent déjà des risques de nouvelles rivalités et fragmentations. Il faut non seulement recalibrer les règles sur les aides publiques et les respecter, mais aussi mutualiser des soutiens pour les pays vulnérables, et bien faire saisir que la meilleure protection de l'Europe à l'intérieur comme à l'extérieur, c'est le développement de son intégration. La politique de la concurrence ne peut pas suppléer au manque de politiques industrielles communes et de biens publics européens, écrivons-nous. Le marché intérieur doit devenir un camp de base de nos entreprises dans la mondialisation. Et au plan international l'Europe doit non seulement poursuivre son œuvre en faveur de

règles multilatérales mais aussi développer ses coopérations d'intérêt mutuel avec d'autres régions, proposer de bâtir des biens publics mondiaux, mettre au clair ses vues sur une nouvelle architecture des institutions internationales et fusionner ses représentations extérieures.

Est-ce que le choc de la crise suffira pour que les Européens consentent à l'effort de conscientisation et de cohésion ; est-ce que ce choc ranimera et renforcera la volonté d'Union politique ? Il n'y a pas de réponse toute faite à cette question, les uns expriment leur pessimisme et d'autres, dont nous sommes, développent leur engagement et font appel aux hommes de bonne volonté. Une parenthèse à propos de la présidence française. Elle a mis en évidence le besoin d'une volonté commune et a secoué une machine endormie. On a reproché au président d'avoir affaibli les institutions, mais c'est discutable. Il a joué la méthode communautaire pour le Paquet Climat, il a travaillé constamment avec le Parlement européen, et s'il a emprunté la méthode intergouvernementale pour une coordination des politiques nationales face à la crise, les Traités ne lui laissaient pas d'autres possibilités. Cela étant, son volontarisme a pu aussi indirectement donner l'illusion que l'Europe est en marche alors que le manque de réactivité peut resurgir en 2009. La défaillance du Conseil Ecofin est criante : il n'a absolument pas traité les deux questions les plus urgentes que sont les politiques face à la crise bancaire et le contenu des plans de relance nationaux. Il a dérivé vers la seule posture de gardien de la discipline budgétaire. Quant à la Commission, on peut avoir parfois l'impression qu'elle est en chômage partiel. Nous ne devons pas nous polariser sur tel ou tel leader ni en rajouter sur les tensions entre leaders, nous devons surtout clarifier ce que doit être une action politique responsable au niveau de l'Union. Rien n'est plus urgent que d'établir un agenda politique clair et net, et un fonctionnement à même de promouvoir l'action de l'Union. A défaut, non seulement l'Union restera trop faible face aux défis multiples auxquels le monde et elle-même sont confrontés, mais aussi, et nous ne devons pas nous le cacher, les rivalités entre capitalismes nationaux risquent de donner raison au Cercle des Economistes français qui récemment titrait ainsi un autre ouvrage collectif : « La guerre des capitalismes aura lieu ».

Commençons par l'agenda de court terme. Tout d'abord, il faut élever l'ambition des plans nationaux qui devraient atteindre au total 2% du PIB, et impérativement renforcer la cohérence avec un volume d'incitations communautaires puissant. Une

réunion du Conseil de l'eurogroupe au plus haut niveau s'impose et doit se concerter avec la Commission pour aboutir à des propositions communes au Conseil de mars. Des questions nouvelles, comme des garanties mutualisées, le soutien des économies de l'Est par la BCE et la BEI, ou encore la réunion d'une capacité d'emprunt communautaire devraient être intégrés dans l'ordre du jour.

D'autre part, après la première réunion du G20, il est clair qu'il ne s'est pas passé grand-chose en matière de régulation financière, et la réunion de Londres ne s'annonce pas sous les meilleurs auspices. L'Union devrait annoncer sa décision de bâtir une régulation bancaire commune en son sein, bien entendu assortie d'une supervision. Les Britanniques pourraient être gagnés à ce projet, qui nous mettrait en bonne position pour une négociation multilatérale efficace.

Dans ce cadre l'Union devrait inclure une puissante dimension sociale. Les chocs de la crise seront particulièrement violents pour les salariés et les populations vulnérables, de même que pour les petites et moyennes entreprises. Les lignes directrices de l'action des Etats et de l'Union pourraient être les suivantes. Une politique pour les restructurations doit inciter à ne pas mettre les gens sur le carreau, et à préparer le développement des emplois de demain. Plutôt mettre les gens en formation qu'en chômage, ce qui veut dire des efforts massifs pour la professionnalisation des jeunes, la requalification des adultes, l'activité des seniors plutôt que la régression vers les préretraites, et la transférabilité des compétences. Plutôt anticiper de nouveaux modèles et projets d'entreprises avec une gouvernance en partenaires (stakeholders) que prioriser la chasse aux bonnes affaires pour se consolider. L'Union doit mobiliser et accroître ses fonds pour cette gestion sociale et des restructurations en coresponsabilité avec les Etats.

On voit que l'agenda pour le court terme doit s'articuler à un agenda pour le moyen-long terme. Actuellement chacun s'affaire à traiter le feu à court terme, et le long terme relève plus de l'intention que des actes. Le risque est qu'à défaut d'une reprise, nous aurions un rebond d'activité qui ne serait pas durable. Que ce soit en Grande-Bretagne, en France, ou même en Allemagne, les modèles de croissance nationaux de la dernière période ne pourront pas être reproduits en l'état. Chacun devra s'attacher à redéfinir son modèle et notre souci devrait être que les nouveaux

régimes de croissance soient beaucoup plus coopératifs, sans quoi nous n'éviterons pas l'aggravation des tensions entre nations d'Europe.

Si les enjeux peuvent être ainsi désignés, on ne peut manquer de voir à quel point l'ancienne stratégie de croissance et de compétitivité de l'Union devra être profondément modifiée. La vérité est qu'elle est largement devenue une rhétorique creuse. On peut même souscrire à la formule de Jean-Louis Bourlanges qui parle de « narcissisme à plusieurs ». Une stratégie refondée devra viser le bien commun, c'est-à-dire mobiliser des volontés et des ressources pour des politiques communes dûment identifiées. Dans notre livre, nous proposons que l'Union désigne trois grands domaines comme d'intérêt stratégique commun: énergie-climat, industries et infrastructures du futur, promotion du capital humain. Dans ces domaines, des ressources devront être réunies, et une gouvernance communautaire établie, au service d'objectifs précis. Ces politiques incluront nécessairement des engagements concrets pour l'action extérieure.

Mais il ne suffit pas de nouveaux moteurs de croissance, il faut aussi consolider le marché intérieur, comme je l'ai déjà dit, et préparer une réforme de l'Union économique et monétaire. Les tensions au sein de la zone euro et sa périphérie sont déjà criantes, et elles s'aggraveront dans un contexte de conflits sur les taux de change. D'ores et déjà le besoin de nouvelles missions apparaît pour la Banque centrale : supervision, actions anti-cycliques, action extérieure. Le Pacte de stabilité et de croissance devra être redéfini, par exemple il ne sera pas possible de revenir au ratio de 60% de dette publique /PIB. Une nouvelle discipline budgétaire nationale devra être accompagnée de la mise en place d'une politique budgétaire communautaire consacrée aux investissements d'intérêt général européen et à la solidarité. Un vrai budget en 2013 devrait être précédé de premiers pas dans cette direction.

Les tendances actuelles à l'indifférence mutuelle et au pessimisme commun ne traduisent pas qu'un manque de conscience européenne mais aussi une certaine myopie des intérêts nationaux. Car dans ce monde globalisé et cette Union fragile mûrissent des conflits futurs qui risquent de nous surprendre et de nous faire très mal. Entre la France et l'Allemagne, il faut clarifier nos vues sur la transformation du capitalisme et la coopération. Ni le retour de l'Etat préconisé par Paris, ni la simple

évocation du respect de la règle d'économie sociale de marché par l'Allemagne ne sont à la mesure des défis actuels. Ces deux pays devront reprendre le chemin de l'édification de la maison commune européenne. Le dialogue amorcé entre la France et la Grande-Bretagne est positif, mais on ne doit pas se cacher que le retour de la Grande-Bretagne en Europe après 20 vingt ans d'euro-scepticisme voire d'europhobie, va lui demander un gros travail sur elle-même. Il doit être favorisé en ce qui nous concerne par une réelle volonté de tendre la main et de négocier les conditions d'une cohésion renforcée, si tant est que les Anglais y soient disposés. Bien entendu, l'ouverture à l'Est et la mise en place des solidarités dont j'ai déjà parlé, sont un des grands défis de l'heure.

Un tout dernier mot. Si tel est le chantier à envisager, il y a grand besoin de leaders responsables. Mais n'oublions pas qu'il n'y a pas de leaders sans « suiveurs », et mieux que des suiveurs ce sont des citoyens conscients et participants dont nous avons besoin. Après l'impasse de l'approche constitutionnelle, la société civile européenne est en morceaux. Nul doute néanmoins que les potentiels existent pour en recréer une plus forte, plus cohérente, et plus ambitieuse.

Je vous remercie.